

Shifting the Balance. Obama and the Americas, Abraham F. LOWENTHAL, Theodore J. PICCONE et Laurence WHITEHEAD (dir.), 2011, Washington, DC, Brookings Institution Press, 193 p.

Jacques Paquet

Volume 43, Number 3, September 2012

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1012827ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1012827ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Paquet, J. (2012). Review of [*Shifting the Balance. Obama and the Americas*, Abraham F. LOWENTHAL, Theodore J. PICCONE et Laurence WHITEHEAD (dir.), 2011, Washington, DC, Brookings Institution Press, 193 p.] *Études internationales*, 43(3), 482–484. <https://doi.org/10.7202/1012827ar>

fixés. Sur le même registre, un autre facteur potentiellement puissant renvoie aux considérations identitaires faisant de la Turquie l'héritier de l'Empire ottoman. Cette perception de soi influencerait son modèle de voisinage, même si le ministre Davutoglu s'emploie à rejeter fermement l'usage du terme « néo-ottoman » pour qualifier sa doctrine.

Constitué de dix chapitres ayant fait l'objet de communications dans les conférences annuelles de l'Association des études internationales, du Conseil des études européennes et de l'Association américaine de science politique, cet ouvrage constitue une contribution originale et très utile à la littérature sur la question. Les analyses qui s'inscrivent dans une perspective pluridisciplinaire évitent de s'enfermer dans un cadre théorique unique, constructiviste ou réaliste. La complexité des analyses qui y sont menées ainsi que la rigueur de la démarche n'empêchent pas pour autant de s'adresser à un public relativement large, allant des spécialistes du pays aux non-initiés.

Deniz AKAGÜL

*Faculté des sciences économiques et sociales
Université Lille 1*

Shifting the Balance. Obama and the Americas

Abraham F. LOWENTHAL, Theodore J. PICCONE et Laurence WHITEHEAD (dir.), 2011, Washington, DC, Brookings Institution Press, 193 p.

L'originalité de *Shifting the Balance*, qui s'inscrit dans le cadre de la littérature traitant à la fois des États-Unis, de l'Amérique latine et des Caraïbes dans un contexte de relations internationales, est de présenter une première évaluation de l'approche et des priorités

du président des États-Unis, Barack Obama, à l'égard de l'Amérique latine et des Caraïbes depuis son arrivée à la tête du pays en 2009.

Certains observateurs constatent que les priorités hémisphériques annoncées par l'administration américaine sont marquées par l'absence de résultats concrets et visibles. D'autres, dont les auteurs de l'ouvrage recensé, y voient des signes positifs. En effet, l'administration Obama aurait réussi à transformer certaines politiques et aurait fait le choix d'un langage favorisant la collaboration et le partenariat plutôt que la confrontation.

Devant d'importants problèmes à l'interne (récession économique, hausse du chômage, crise des institutions financières, etc.) ainsi qu'à l'étranger (deux guerres impopulaires, la menace constante d'Al-Qaeda, les relations tendues avec la Russie, les nombreux défis que pose la Chine, etc.), rares sont ceux qui ont prédit que le président Obama consacrerait beaucoup d'attention à ses partenaires latino-américains. D'autant plus que, durant la campagne présidentielle de 2008, le candidat Obama a très peu parlé de la région.

Selon Lowenthal, bien que les pays de l'Amérique latine soulèvent peu d'enjeux pressants pour la puissance américaine, le président Obama s'est engagé dès le début de son mandat à l'égard de cette région. La perception au sein de la nouvelle équipe dirigeante était que certains pays, notamment le Mexique, sont d'une importance croissante pour l'avenir des États-Unis.

La politique latino-américaine d'Obama a certes suscité une réaction positive et enthousiaste. Toutefois, elle

s'est rapidement heurtée à une déception grandissante. Plusieurs enjeux et événements ont contribué à cette perte d'engouement, telle la nouvelle approche envers le régime cubain. Initialement bien accueillie à travers l'hémisphère, cette dernière s'est avérée absente de profondeur.

Cependant, ce sont deux événements en particulier qui ont davantage nui à Obama. Le premier est la réponse du gouvernement américain au renversement et à l'expulsion vers le Costa Rica, le 28 juin 2009, du président hondurien Manuel Zelaya par les forces armées du Honduras. Le second est la façon dont le gouvernement américain a rendu publique, en 2009, l'entente de dix ans conclue avec le gouvernement colombien qui permet l'accès du personnel militaire américain à sept bases militaires colombiennes. Ces deux cas sont largement traités par les contributeurs de l'ouvrage, relatant la réaction des principaux acteurs latino-américains et l'impact sur les relations interaméricaines. Les autres défis auxquels Obama a dû faire face dans les deux premières années de son mandat, tels que les séismes qui ont dévasté Haïti en janvier 2010 et la politique polarisante du président vénézuélien Hugo Chavez, sont également analysés dans l'ouvrage.

Le chapitre de Casas-Zamora portant sur la crise hondurienne est très instructif pour qui s'intéresse à la norme démocratique dans les Amériques. Bien que cette crise révèle les lacunes importantes de la Charte démocratique interaméricaine adoptée en 2001, comment expliquer l'impuissance de la diplomatie interaméricaine et internationale à renverser le coup d'État ? L'auteur avance que l'incapacité du

président hondurien déchu à se distancer du président du Venezuela a fait en sorte que les conservateurs honduriens ont tout mis en œuvre pour faire échec au retour de Zelaya et qu'ils ont misé sur la tenue d'élections en novembre 2009 pour calmer le jeu. Selon Casas-Zamora, non seulement cet épisode constitue un cuisant échec pour l'Organisation des États américains (OÉA), mais il a également porté atteinte à la crédibilité de la diplomatie américaine comme outil d'intervention efficace dans toute future crise politique latino-américaine.

À la lumière des analyses de cet ouvrage collectif, les directeurs de la rédaction croient que l'administration Obama, dans le but d'améliorer les relations des États-Unis avec ses partenaires latino-américains, devrait prendre en considération dix recommandations. Parmi celles-ci, l'idée selon laquelle Obama devrait reconnaître qu'un large partenariat panaméricain, de l'Alaska à la Patagonie, est moins pertinent dans le monde d'aujourd'hui qu'une série de partenariats circonscrits s'appuyant sur des enjeux spécifiques est selon nous séduisante. Pour preuve, tout l'enthousiasme qui a nourri le processus des sommets des Amériques dans les années 1990 et les négociations commerciales devant mener à la création d'une zone de libre-échange des Amériques en 2005 n'est plus qu'un vague souvenir. Plus récemment, devant le refus des États-Unis de réintégrer Cuba au sein de l'OÉA, le sixième Sommet des Amériques (Carthagène, avril 2012) s'est même conclu sans déclaration finale de la part des chefs d'État et de gouvernement. Un tel aboutissement pourrait-il mettre en péril l'avenir du processus des sommets ? Advenant la réélection

d'Obama en novembre 2012, le président et son équipe pourraient s'inspirer des réflexions contenues dans *Shifting the Balance*.

Pertinent et bien rédigé, cet ouvrage intéressera tout universitaire, étudiant et stratège politique concerné par l'état actuel des relations interaméricaines et des différents enjeux auxquels doivent faire face les États-Unis dans les Amériques.

Jacques PAQUET
Gouvernement du Québec

Ethical Foreign Policy ? US Humanitarian Interventions

Chih-Hann CHANG, 2011, coll. Ethics and Global Politics, Burlington, VT, Ashgate, 198 p.

Avec la fin de la guerre froide et la multiplication des conflits ethniques et religieux dans de nombreuses régions du monde, la question de la responsabilité morale de protection des droits humains a commencé par s'imposer dans les relations internationales et plus précisément en politique étrangère, un domaine jusque-là structuré autour de la poursuite de l'intérêt national.

Issu d'une thèse de doctorat à l'université de Durham, en Grande-Bretagne, cet ouvrage organisé en sept chapitres explore cette dimension éthique dans les affaires internationales avec l'ambition de contribuer à une meilleure compréhension de la politique étrangère éthique, aussi bien sur le plan théorique qu'empirique, en appliquant le réalisme éthique comme cadre analytique pour évaluer la politique étrangère de l'administration Clinton en matière d'intervention humanitaire. Pour ce faire, l'auteur procède en trois temps.

Premièrement, il discute le réalisme éthique et le concept de puissance responsable de Max Weber, censé « équilibrer la tension entre l'éthique et la politique étrangère », alors que le réalisme classique semble n'accorder aucune importance à la morale et à l'éthique en politique internationale. Le réalisme éthique repose sur le postulat selon lequel les États les plus puissants devraient avoir des responsabilités et exercer leur leadership avec des obligations éthiques, la conduite de la politique étrangère ne devant pas être uniquement motivée par la poursuite de l'intérêt national défini en termes de puissance.

Étant donné qu'il existe, malgré tout, une relation hiérarchique dans le système international considéré comme anarchique, les grandes puissances ont la responsabilité d'aider les autres États à améliorer leur existence. En le faisant, elles consolident leur position en tant que leaders, en matière de morale, sur la scène internationale. Mais, en choisissant de sacrifier la moralité sur l'autel de leurs intérêts égoïstes, elles précipitent le monde dans le chaos.

Deuxièmement, l'auteur fait une analyse empirique des interventions humanitaires des États-Unis sous l'administration Clinton. D'une part, parce qu'avec la fin de l'ordre bipolaire, ainsi que de la stratégie de l'endiguement qui l'a caractérisé, il était intéressant de voir quelle stratégie alternative allait guider le rôle international des États-Unis à l'époque unipolaire. D'autre part, le choix des interventions du gouvernement Clinton s'imposait, puisque ce dernier est le premier président après-guerre froide des États-Unis.